

Paris, le 6 avril 2009

Déclaration de l'Union syndicale Solidaires à la réunion sur la simplification du paysage statutaire et sur le processus de fusion des corps.



Monsieur le Ministre,

Nous commençons aujourd'hui une série de réunions sur un agenda social que vous avez programmé. Solidaires est présent pour vous écouter, et pour transmettre aux personnels vos projets dans le détail. Laissez-moi vous dire que l'écoute sera grande d'autant plus que cette série de réunion commence mal dans la forme avec un envoi massif de documents pour préparer cette réunion, documents qui nous sont parvenus vendredi après-midi. L'écoute sera grande sur le fond car les personnels sont inquiets sur leur avenir personnel et sur l'avenir de la Fonction publique.

Cette inquiétude et le rejet de vos projets se sont exprimés massivement dans la rue et par la grève. Cette inquiétude et ce rejet s'expriment dans le quotidien des personnels et par la mobilisation de plusieurs secteurs professionnels.

Malgré cela, malgré la crise, vous continuez à garder ce cap idéologique et comptable qui va vers un dynamitage de la Fonction publique.

Vous refusez d'ouvrir de véritables négociations sur les revendications qui s'expriment, sur les rémunérations, l'emploi public...

Vous continuez tranquillement sur le chemin tracé par le président de la république.

Dans l'agenda social que vous nous proposez, il manque deux notions : la négociation et le dialogue social.

Bien évidemment, vous pourrez déclarer dans la presse que les organisations syndicales sont présentes à ces réunions, que le dialogue social fonctionne à la fonction publique, mais ni les habitants de ce pays, ni les personnels ne sont dupes.

Vous allez nous concerter, mais le résultat final sera bien constitué des projets que vous avez depuis longtemps préparé à l'image du projet de loi sur la mobilité, condamné par les personnels et que vous allez faire adopter à l'Assemblée nationale.

Votre gouvernement dit souvent que les organisations syndicales doivent changer culturellement, laissez-moi vous retourner l'argument pour le gouvernement.

Nous ne vous ferons certainement pas changer de politique dans ces réunions, mais ensemble avec le secteur privé, la mobilisation et la colère qui continuent de grandir face aux inégalités arriveront bien, elles, à modifier cette politique. Et s'il faut une grève générale...